

SOS lancé en faveur des victimes de la mode

Les ouvriers textiles qui fabriquent nos vêtements ne parviennent à vivre avec les salaires perçus. La Déclaration de Berne invite les consommateurs à **protester contre les firmes concernées**

Dix centimes de plus par T-shirt: un montant dérisoire pour une entreprise – qui le reporterait vraisemblablement sur le prix

de vente – mais conséquent pour les ouvriers asiatiques attelés à leur confection. Cette majoration leur permettrait en effet de vivre plus dignement, en clair de toucher un salaire de subsistance, soit un revenu couvrant les besoins de base à savoir la nourriture, le loyer, le transport, les frais de scolarité et médicaux et une petite part pour des dépenses imprévisibles. Ce calcul a été fait par la Déclaration de Berne (DB) et la Campagne clean clothes (CCC ndlr: campagne pour des vêtements propres) qui interpellent aujourd'hui les consommateurs sur la question. Et les invitent, par le biais d'un site Internet, à protester contre les marques refusant de rémunérer les travailleurs à un prix correct. «99% des entreprises sont concernées» précise Géraldine Viret, responsable de la communication à la DB. La DB et la CCC vont dénoncer les pratiques d'une soixantaine d'entreprises internationales et suisses comme Charles Vögele, Coop, Migros ou encore Tally Weijl. Elles comptent sur les messages d'Internaute et la pression médiatique pour les inciter à revoir leurs tarifs. Et pour cause...

Pratiques irresponsables

En Asie, où sont principalement produits les textiles, les ouvriers touchent le plus souvent un salaire minimum légal largement insuffisant pour vivre. Ce dernier est fixé par les gouvernements qui place la barre extrêmement bas, dans le but d'attirer les entreprises et investisseurs. Ce montant n'est le plus souvent pas adapté au coût de la vie et ne tient pas compte des propositions syndicales. De leur côté, les sociétés commanditaires sont à l'affût constant de forces de travail meilleur marché et, pour devancer la concurrence, n'hésitent pas à délocaliser et à

changer de fournisseurs. Ces pratiques irresponsables se traduisent pour les travailleurs – un personnel essentiellement féminin – par des salaires de misère. «Ce sont elles les vraies victimes de la mode.»

Travailler 29 heures par jour!

La DB cite l'exemple du Bangladesh où, depuis le début de l'année, des milliers d'ouvriers protestent contre cette situation. Dans cet Etat, l'industrie textile emploie 2,5 millions de personnes. Sous la pression de la rue, Dhaka a accepté de doubler quasiment le salaire légal mensuel, de 1662 taka à 3000 taka, soit d'environ 25 à 45 francs suisses. Mesure jugée totalement insuffisante. «Même avec ces nouvelles conditions, les employés devraient encore travailler 29 heures par jour pour pouvoir joindre les deux bouts!» Ce commentaire s'inspire des calculs faits par l'Asian Floor Wage (AFW ndlr: salaire asiatique plancher), organisation partenaire des ONG suisses, qui préconise un salaire de subsistance de

10 574 takas, soit quelque 162 francs. L'exemple du Bangladesh n'est pas isolé. Actif en Inde, Chine, Thaïlande, Indonésie, au Cambodge et à Hong Kong, l'AFW – qui réunit des syndicats, des ONG et des experts asiatiques de la question – revendiquent dans tous ces Etats des revenus meilleurs pour les quelque 30 millions d'ouvriers textiles, gagnant aujourd'hui en moyenne 2 dollars par jour.

Pour la DB, demander aux entreprises de s'engager sur le versement de salaires de subsistance n'a rien d'exagéré – la part de ceux-ci, précise-t-elle, ne représentant qu'entre 0,5 et 3 % du prix final d'un vêtement. Certaines le font d'ailleurs déjà. « On peut citer les marques Mammouth, Odlo, Black out, Remei AG, la ligne Naturaline de Coop et bien entendu, le pionnier dans ce domaine, Switcher.»

Sonya Mermoud ■

*Davantage d'informations:
www.10centimes.ch*



Sonya Mermoud

Selon la Déclaration de Berne, 99 % des entreprises textiles ne versent pas un salaire de subsistance aux ouvriers. Pionnier en matière de responsabilité sociale Switcher, qui fait fabriquer une partie de ses vêtements en Chine (photo), figure au rang des exceptions.